



global witness

Annexe : Deux tableaux analysant les progrès réalisés par le gouvernement du Cambodge entre 2002 et 2008 par rapport aux principaux points de référence de gouvernance relatifs à la gestion des ressources foncières et naturelles.

Tableau 1: Comment donner de l'argent sans pour autant influencer les gens¹

Année	Réformes convenues	Progrès réalisés envers les priorités de réforme	Commentaires des donateurs	Commentaires des ONG	Commentaires des médias	Commentaires du gouvernement royal du Cambodge	Aide demandée	Aide accordée ¹
2002	<u>Établi en 2001</u> : ² Demandes clés : - Loi anticorruption adoptée - Loi forestière adoptée et achèvement des négociations avec les concessionnaires - Adoption de la loi foncière	- Loi anticorruption non passée. ³ - Impunité continue et niveau de corruption élevé ⁴ - Gestion chaotique des ressources forestières/naturelles ⁵	Royaume-Uni – « Dans l'ensemble, progrès décevants par rapport aux points d'action convenus à l'occasion du Groupe consultatif de 2001. [Le] schéma de soutien des donateurs ne doit pas être considéré comme un acquis. Le gouvernement doit montrer qu'il fournit sa part d'efforts [...] On attend toujours l'adoption d'une loi anticorruption. » ⁶	NGO Forum – « Les progrès réalisés en termes de politiques ne se sont pas traduits par un impact plus profond [...] La corruption et la culture de l'impunité demeurent endémiques. » ⁷	- « [Les spécialistes] ont averti [que] le rythme lent des réformes, la corruption endémique et la tentative échouée de survivre aux leaders Khmers Rouges met la patience des donateurs à rude épreuve, et pourraient se traduire pour la première fois par l'ajout de conditions à l'aide. » ⁸	Hun Sen – « Le gouvernement royal s'engage à finaliser l'avant-projet de loi anticorruption avant la fin du mois de juin 2003. » ⁹	485 millions de dollars	530,9 millions de dollars
2003	Aucune réunion n'a été organisée							539,5 millions de dollars
2004	<u>Établi en 2002</u> ; ¹⁰	- Loi anticorruption	Banque Mondiale –	NGO Forum – « Les	- « Bien que le	Sok An – « La loi	500	555,4

¹ Tiré du rapport de Global Witness intitulé *Country for Sale*, pages 56 et 57. Disponible en ligne à l'adresse : http://www.globalwitness.org/media_library_detail.php/713/en/country_for_sale

	<p><u>Anticorruption</u></p> <p>- « Cas de corruption signalés, ayant fait l'objet d'une enquête et de poursuites appropriées au sein du cadre législatif existant. » Date d'effet immédiate</p> <p>- « Loi anticorruption présentée à l'Assemblée nationale. » Prévu le 30 juin 2003.</p> <p><u>Concessions</u></p> <p>- « Divulgence publique et possibilité pour les experts [de] faire des commentaires sur les politiques de gestion durable des forêts, et les évaluations de l'impact social et environnemental avant la finalisation de l'examen par le gouvernement »</p> <p><u>Divulgence d'informations</u></p> <p>- « Transparence accrue des conditions des contrats du gouvernement. » Date d'effet immédiate</p>	<p>non passée.¹¹</p> <p>- Action très limitée sur la corruption.¹²</p> <p>- Suspension des concessions forestières, mais l'abattage illégal se poursuit.¹³</p> <p>- Mauvaise mise en oeuvre des politiques et lois existantes.¹⁴</p>	<p>« La corruption est endémique [...] Le volume du soutien bilatéral et multilatéral des donateurs doit dépendre de l'adéquation des efforts de réforme au Cambodge. »¹⁵</p>	<p>ONG ont l'impression qu'il y a actuellement une prolifération de plans, de politiques et de stratégies. Le défi à ce stade est de s'assurer que ces plans sont bien mis en oeuvre [...] Les donateurs sont-ils confiants quant au fait que les fonds sont utilisés efficacement et qu'ils ont un impact positif sur l'amélioration des moyens d'existence, plutôt que pour soutenir une assistance technique superflue, encourager la corruption et accroître l'inégalité sociale ? »¹⁶</p>	<p>gouvernement ne soit pas parvenu à atteindre de nombreux points de référence fixés par le passé, les donateurs internationaux ont promis une aide de 504 millions de dollars au Cambodge pour l'année prochaine. Cependant, ils ont averti que le soutien futur dépendra directement de changements réels en 2005 [...] 'C'est le reconditionnement d'un bon vieux système n'ayant pas marché auparavant,' a déclaré un diplomate de Phnom Penh participant à la réunion du Groupe consultatif. »¹⁷</p>	<p>[anticorruption] sera à nouveau présentée à l'Assemblée nationale et au Sénat dans les meilleurs délais. »¹⁸</p> <p>Hun Sen – « Le mot réforme n'est pas qu'une parole vide ». »¹⁹</p>	<p>millions de dollars²⁰</p>	<p>millions de dollars</p>
2005	Aucune réunion n'a été organisée							610 millions de dollars
2006	<p><u>Établi en 2004</u> :²¹</p> <p><u>Anticorruption</u></p> <p>- « Les cas de corruption signalés seront entendus par les tribunaux, et feront l'objet d'une enquête et d'une audition publique. »</p> <p>- « L'actuel avant-projet de loi anticorruption fera l'objet d'une mise en conformité avec les meilleures pratiques internationales »</p> <p><u>Concessions</u></p> <p>- « Mise en vigueur de l'article 18 de la loi foncière, selon lequel la vente privée des terres de l'État est illégale »</p> <p>- « Accroître la transparence de la gestion par l'État des ressources naturelles via la divulgation publique immédiate des contrats existants et du statut de conformité (royalties et autres dispositions clés) des contrats régissant les concessions foncières</p>	<p>- Loi anticorruption non passée.²²</p> <p>- Divulgence partielle des informations relatives aux concessions, mais détails limités.²³</p> <p>- L'abattage et l'accaparement de terres illégaux se poursuivent.²⁴</p>	<p>Allemagne – « Les problèmes toujours irrésolus d'accaparement des terres et de spéculation foncière sont très inquiétants [...] Nous espérons que les informations fournies concernant les concessions foncières économiques seront suivies de très près par une divulgation plus complète. »²⁵</p>	<p>Lettre d'une ONG aux participants du Groupe consultatif – « L'usage impropre des ressources naturelles et autres biens publics par les familles de l'élite et les 'entreprises des copains' est en augmentation. »²⁶</p>	<p>- « 513 millions de dollars ont été demandés mais 601 millions ont été promis, » a déclaré le Ministre des Finances, Keat Chhon²⁷. [...] « Les donateurs ont fait l'éloge des réussites durant le mandat du Premier Ministre Hun Sen. »²⁸</p>	<p>Hun Sen – « L'avant-projet de la loi anticorruption [...] est en phase finale d'étude par le gouvernement, avant d'être transmis à l'Assemblée nationale. »</p> <p>- « Le mot réforme n'est pas qu'une parole vide »²⁹</p>	<p>513 millions de dollars</p>	<p>713,2 millions de dollars</p>

	<p>économiques, les concessions minières, les lots de pêche, et divulgation continue de l'état d'avancement de l'examen des concessions forestières »</p> <p>- « Le gouvernement royal du Cambodge divulgue l'emplacement, le statut juridique et le processus de résiliation des concessions minières, des zones de développement militaire, des concessions foncières économiques et autres accords de développement sur les terrains forestiers ou dans les zones protégées, et incompatibles avec la loi régissant la gestion de ces zones. » [Dans l'annexe]</p> <p><u>Divulgation d'informations</u></p> <p>- « Les pouvoirs publics doivent changer leurs pratiques actuelles en affichant leur souhait de partager des informations avec le public »</p>							
2007	<p><u>Établi en 2006</u>³⁰</p> <p><u>Anticorruption</u></p> <p>- « Finaliser et approuver la loi anticorruption, en fonction des meilleures pratiques internationales. » Prévu fin juin 2006.</p> <p><u>Concessions</u></p> <p>- « Distribuer périodiquement des informations concernant les concessions foncières économiques. » 2nd trimestre 2006</p> <p>- « [Distribuer] toutes les informations sectorielles pertinentes relatives aux activités des organismes publics, y compris les informations relatives aux concessions minières et aux zones de développement militaire, et concernant les donateurs et les ONG, par le biais de billets périodiques publiés sur le site Web TWG-F&E. » Prévu au 4e trimestre 2006.</p> <p>- « Renforcer la mise en vigueur de la loi forestière, tout spécialement en ce qui concerne le combat contre le défrichement forestier et l'empiètement »</p> <p><u>Divulgation d'informations</u></p> <p>- « Développer un cadre stratégique clair concernant l'accès à l'information. » Décembre 2006</p>	<p>- Loi anticorruption non passée.³¹</p> <p>- Transparence limitée concernant l'attribution des contrats de concession foncière économique.³²</p> <p>- Mauvaise gestion des ressources naturelles.³³</p>	<p>Représentant de la Banque Mondiale – « Le fait que les dispositions prises afin de garantir des appels d'offres transparents pour les contrats de concession foncière économique soient contournés nous inquiète énormément. »³⁴</p>	<p>Président de l'association des droits de l'homme cambodgienne, Licadho – « La réunion est maintenant affaire de routine. Nous savons que rien ne va changer. Le gouvernement fera des promesses, les mêmes que l'année dernière, et après la réunion, rien ne changera. »³⁵</p>	<p>- « Je me demande si le moment d'être ferme avec le gouvernement est passé, " a confié une source jouissant d'une grande expérience des réunions donateurs-gouvernement, qui souhaite conserver l'anonymat. " J'ai peur que cette opportunité ait échappé à la communauté des donateurs. " [...] Un an plus tard, la loi anticorruption en est encore à l'état d'avant-projet ; la réforme judiciaire progresse avec lenteur ; et la gestion par le gouvernement des ressources naturelles est attaquée de tous côtés. »³⁶</p>	<p>Hun Sen – « Le gouvernement royal s'engage sans aucune hésitation à combattre la corruption en prenant de nombreuses mesures concrètes pour atteindre cet objectif, y compris la rédaction de la loi anticorruption elle-même. »</p> <p>- « Le mot réforme n'est pas une parole vide »³⁷</p>	689 millions de dollars ³⁸	790,4 millions de dollars

Tableau 2 : Promesses et tergiversations - Comment le gouvernement a manqué constamment depuis 2002 à ses engagements envers la protection des terres indigènesⁱⁱ

Année	Réformes convenues - Points de référence/indicateurs de suivi sectoriels	Progrès réalisés envers les objectifs de réforme	Commentaires des partenaires du développement	Commentaires des ONG	Commentaires du gouvernement du Cambodge	Aide demandée par le gouvernement royal du Cambodge (D) et aide fournie par les donateurs (F) ³⁹
Réunions du Groupe consultatif entre 2002 et 2004	<p>a) Préparer une procédure provisoire, en consultation totale avec les parties prenantes concernées, pour la délimitation et l'enregistrement des propriétés communales indigènes.</p> <p>b) Développer un projet pilote en vue de déterminer si les procédures provisoires sont appropriées.</p>	<p>Aucune protection provisoire préparée pour les terres des peuples indigènes.</p> <p>Projet pilote lancé dans trois villages : deux dans le Ratanakiri et un dans le Mondulkiri.</p> <p>L'accaparement des terres et la vente illégale et coercitive des terres se poursuivent.</p>	<p>Déclaration de la Présidence, au nom de l'Union européenne, lors de la réunion du Groupe consultatif organisée entre le 19 et le 21 juin 2002 :</p> <p>« Dans l'ensemble, la situation concernant les droits de l'homme a peu changé depuis l'année dernière. L'impunité contribue à la persistance des violations des droits de l'homme. Par conséquent, il est regrettable que des progrès limités aient été réalisés en matière de réforme de la loi et de réforme judiciaire... »</p>	<p>Exposé de position d'une NGO :</p> <p>Notre grande inquiétude...concerne la priorisation des activités au sein du programme de réforme...nous devons à présent prendre impérativement des décisions concernant la mise en oeuvre de politiques et programmes, afin d'avoir un véritable impact sur la baisse de la pauvreté.⁴⁰</p>	<p>Hun Sen :</p> <p>« Je vous demande de garder à l'esprit nos résultats constatés jusqu'ici, qui dépassent très largement les attentes, mais aussi la promesse et le potentiel qu'ils dénotent pour l'avenir. ...malgré quelques défauts ici et là. »⁴¹</p>	<p>485 millions de dollars (D)</p> <p>530,9 millions de dollars (F)</p>
Réunions du Groupe consultatif entre 2004 et 2006	<p>Aucun jalon spécifique relatif aux terres indigènes.</p> <p>« Passer/promulguer des lois et sous-décrets, gouverner la gestion des ressources naturelles » et « accroître la transparence de la gestion par l'État des ressources naturelles par le biais de la divulgation publique immédiate des contrats existants et du statut de conformité »</p>	<p>Début du conflit terrien entre Kong Yuk et Kong Thom, et Keat Kolney, épouse du Secrétaire d'état auprès du ministère de la Terre et soeur de Keat Chhun, Ministre des Finances et Président du Comité de coordination gouvernement-donateurs.</p> <p>Aucune protection provisoire préparée ou mise en oeuvre pour les terres des peuples indigènes.</p> <p>L'accaparement des terres et la vente illégale et coercitive des terres indigènes se poursuivent.</p> <p>Adoption d'un sous-décret sur les concessions foncières économiques (2005), intensification dans l'attribution</p>	<p>Ambassadeur d'Allemagne lors de la réunion du Comité de coordination gouvernement-donateurs du 5 octobre 2006 :</p> <p>« L'attribution des concessions foncières économiques sur des terres indigènes...a un impact sur la disponibilité des terres à enregistrer. Les progrès réalisés jusqu'ici semblent insuffisants pour satisfaire les indicateurs de suivi sectoriels. Bien que [la clarification du processus d'enregistrement] soit en cours, il est urgent de mettre en vigueur des mesures visant à protéger les terres indigènes, et de déclarer</p>	<p>Exposé de position d'une NGO :</p> <p>« La loi foncière de 2001 [doit] être respectée, et la terre ne doit pas être retirée avec force ou malveillance aux pauvres pour être industrialisée. Il faut mettre fin à l'aliénation rapide des terres appartenant aux minorités indigènes, qui sont soi-disant protégées par la loi foncière, et procéder à l'attribution des titres communaux. »⁴³</p>	<p>Hun Sen :</p> <p>« Le gouvernement du Cambodge s'engage envers la sécurité de la terre pour les pauvres, et la reprise et la redistribution des terres acquises illégalement par les personnes puissantes. »⁴⁴</p>	<p>500 millions de dollars (D)</p> <p>555,4 millions de dollars (F)</p>

ⁱⁱ Élaboré par deux organisations non gouvernementales travaillant au Cambodge, Bridges Across Borders Southeast Asia et Community Legal Education Centre, pour la 14e réunion du Comité de coordination gouvernement-donateurs du 28 avril 2009. Pour de plus amples informations, contacter Bridges Across Borders Southeast Asia sur <http://www.babsea.org/index.htm>.

		de concessions foncières économiques illégales	un moratoire sur la vente et l'aliénation des terres à l'avenir, y compris par le biais des concessions foncières économiques. » ⁴²			
Réunions du Groupe consultatif en 2006 et du CDCF en 2007	Indicateur de suivi sectoriel n°4 Un système légal et judiciaire qui fonctionne bien, est transparent et responsable, et qui protège les droits des individus : V.c) Achever la rédaction des réglementations afin de mettre en vigueur le sous-décret de gestion des terres par l'État. V.e) Adopter la stratégie et les réglementations du gouvernement royal du Cambodge en matière de gestion des terres indigènes.	Rédaction du sous-décret relatif à l'enregistrement des terres des peuples indigènes en l'absence d'une transparence suffisante et d'une consultation adéquate avec les communautés indigènes. Aucune protection provisoire des terres des peuples indigènes n'a été mise en place. L'acaparement des terres et la vente illégale et coercitive des terres indigènes se poursuivent. Concessions foncières économiques illégales attribuées au niveau national et régional, et intensification de l'attribution illégale de permis d'exploitation minière sur des terres appartenant aux peuples indigènes.	Ambassadeur du Canada lors de la réunion du Comité de coordination gouvernement-donateurs du 12 février 2007 : « La situation [des peuples indigènes] est l'expression la plus grave de ces circonstances inacceptables...six années se sont écoulées depuis l'adoption [de la loi foncière] et aucun groupe indigène ne s'est vu attribué un titre...il convient d'agir en toute urgence afin de protéger les droits à la terre des indigènes car il existe un risque véritable qu'il reste peu de terres à enregistrer lors de la mise en place d'un cadre réglementaire de titres collectifs. » ⁴⁵	Exposé de position d'une NGO : « Sur fond d'insécurité des baux, et de conflits de plus en plus nombreux concernant la saisie des terres et des ressources, les ONG souhaitent que l'on mette davantage l'accent sur la mise en oeuvre des politiques et des lois. ...Les ONG recommandent l'harmonisation des processus interconnectés, y compris l'identification et la cartographie des terres appartenant à l'État, la démarcation des forêts et des zones protégées, et l'enregistrement des terres collectives des communautés indigènes. » ⁴⁶	Hun Sen : « Le gouvernement souhaite accélérer l'attribution des titres de propriété...cependant, en raison de nos capacités physiques limitées, tout partenaire du développement souhaitant fournir une aide supplémentaire est le bienvenu...nous nous sommes donnés pour objectif d'enregistrer 32 % des terres d'ici 2010 » ⁴⁷	513 millions de dollars (D) 713,2 millions de dollars ⁴⁸ (F)
Réunions du CDCF entre 2007 et 2008	Indicateur de suivi sectoriel n°8) Mettre en oeuvre le cadre juridique établi par la loi foncière : 1) Adopter la politique du gouvernement royal du Cambodge relative à l'enregistrement et aux droits d'usage des terres communales indigènes. 2) Mettre à l'essai des mesures de protection provisoires (par ex. identification, cartographie, classification et approbation provisoire des titres juridiques de terres indigènes) dans deux provinces, conformément au sous-décret n°118.	Rédiger le sous-décret rejeté par les représentants indigènes en raison de son incapacité à protéger leurs droits et de sa non conformité avec la loi foncière de 2001. Les révisions suivant la consultation publique n'ont pas été communiquées . Protections provisoires mises en vigueur uniquement dans trois villages pilotes . Malgré une ordonnance de la cour, Keat Kolney a repris les activités de défrichement des zones agricoles indigènes traditionnelles et d'un cimetière , sans en être tenue responsable. Les permis d'exploitation minière et les concessions foncières économiques continuent d'être attribués illégalement sur les terres des communautés indigènes. La « vente	Chargé d'affaires, ambassade du Canada à l'occasion de la réunion du Comité de coordination gouvernement-donateurs du 4 mars 2008 : « Il est déplorable de constater que depuis la promulgation [de la loi foncière], aucun groupe indigène ne s'est vu attribuer de titre. Les partenaires du développement recommandent vivement l'adoption et la mise en oeuvre de la politique relative à l'enregistrement et aux droits d'usage des terres communales indigènes. Dans l'immédiat, il convient de mettre rapidement en vigueur des mesures de protection provisoires dans toutes les zones [indigènes]. »	Exposé de position d'une NGO : « Les ONG remarquent que la consultation insuffisante avec les communautés indigènes tout au long du développement de la politique d'enregistrement des terres communales indigènes a donné naissance à un document qui ne parvient pas à fournir une protection adéquate des droits du peuple indigène. » ⁴⁹	H.E. Im Chhun Lim du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de la Construction (MLMUPC) : « Je souhaiterais demander à toutes les parties prenantes concernées d'apporter leur coopération et leur soutien total envers les efforts réalisés par le gouvernement royal du Cambodge pour la préparation d'une politique d'enregistrement des terres communales des peuples indigènes, évitant ainsi tout problème susceptible de ralentir la	Chiffre non communiqué (D) 790,4 millions de dollars (F) ⁵¹

		de terres » illégale se poursuit ; une lettre du gouverneur de la province du Mondolkiri interdisant la certification des ventes de terres par les administrations locales est ignorée.			préparation de ce processus. » ⁵⁰	
--	--	---	--	--	--	--

Notes en fin de texte pour le tableau 1

¹ Total d'argent distribué pour 1997-2006, *The Cambodia Aid Effectiveness Report 2007* (Rapport sur l'efficacité de l'aide au Cambodge 2007), annexe 6, tableau 1, «Development Partner Disbursements 1992-2006» (Versements des partenaires de développement 1992-2006), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/first_cdcf/aer_report/annex_vi.htm ; chiffre indicatif pour 2007: «Multi-Year Indicative Funding Framework 2007-2009» (Cadre de financement indicatif pluriannuel 2007-2009), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/first_cdcf/session4/myiff2007-2009.htm. Les montants du tableau de la première référence sont les montants d'aide donnés jusqu'à la fin de l'année en question tandis que les montants du tableau de la deuxième référence sont les montant promis pour une année donnée.

² GTZ, *Overview of Government – Donor Coordination Events, Cambodia 1992 – 2005* (Vue générale des événements de coordination gouvernement-donateurs, Cambodge 1992-2005), p. 8, disponible (en anglais) à http://www.donorplatform.org/component/option,com_docman/Itemid,/task,doc_download/gid,313/.

³ « Cambodia Consultative Group Meeting, June 19-21 2002: United Kingdom Brief » (Réunion du groupe consultatif du Cambodge, 19-21 juin 2002, note d'information du Royaume-Uni), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/statement_united_kingdom.htm.

⁴ « Statement of the Presidency, on behalf of the European Union, at the Consultative Group Meeting on Cambodia, June 19 - 21 2002, in Phnom Penh », (Déclaration de la Présidence, au nom de l'Union européenne, à la Réunion du groupe consultatif du Cambodge, 19-21 juin 2002, à Phnom Penh), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/statement_behalt_european.htm; « Executive Summary » (Synthèse) dans « NGO Statement to the 2002 Consultative Group Meeting on Cambodia, Phnom Penh, June 19-21, 2002 » (Déclaration des NGO à la Réunion du groupe consultatif du Cambodge de 2002, Phnom Penh, 19-21 juin 2002), disponible (en anglais) à http://www.ngoforum.org.kh/Development/Docs/ngo_2002/1.htm.

⁵ « Cambodia Consultative Group Meeting, Phnom Penh, 19-21 June, 2002: Denmark brief on Specific Areas », (Réunion du groupe consultatif du Cambodge, Phnom Penh, 19-21 juin 2002, note d'information du Danemark sur des domaines spécifiques), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/denmark_specific_areas.htm.

⁶ « Cambodia Consultative Group Meeting, June 19-21 2002: United Kingdom Brief » (Réunion du groupe consultatif de l'aide au Cambodge, 19-21 juin 2002, note d'information du Royaume-Uni), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/statement_united_kingdom.htm.

⁷ « Executive Summary » (Synthèse) dans « NGO Statement to the 2002 Consultative Group Meeting on Cambodia, Phnom Penh, June 19-21, 2002 » (Déclaration des NGO à la Réunion du groupe consultatif du Cambodge de 2002, Phnom Penh, 19-21 juin 2002), disponible (en anglais) à http://www.ngoforum.org.kh/Development/Docs/ngo_2002/1.htm.

⁸ « Cambodia banking on donors for annual handout after a troubled year » (Le Cambodge compte sur le don annuel des donateurs après une année difficile), *AFP*, 12 juin 2002.

⁹ Hun Sen, « Opening address at the Cambodia Consultative Group Meeting, Phnom Penh, June 20 2002 » (Discours inaugural à la Réunion du groupe consultatif du Cambodge, Phnom Penh, 20 juin 2002), disponible (en anglais) à <http://www.camnet.com.kh/ocm/government/government127.htm>.

¹⁰ « 2002 Cambodia Consultative Group Meeting: Priority Areas for Joint Monitoring », (Réunion du groupe consultatif du Cambodge 2002 : domaines prioritaires pour surveillance commune), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/priority_areas.htm.

¹¹ « Consultative Group Meeting: Presentation by H.E. Sok An, 6 December 2004 » (Réunion du groupe consultatif, présentation de Son Excellence Sok An, 6 décembre 2004 », disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/7cg_meeting/7cg_document/speak_not_sokan_eng.htm.

¹² « Promoting Good Governance: Fighting Corruption And Increasing Accountability » (Promouvoir la bonne gouvernance : lutter contre la corruption et accroître l'obligation de rendre compte), remarques au nom de la communauté des donateurs par l'Ambassadeur des États-Unis, réunions du groupe consultatif, 6 décembre 2004, disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/7cg_meeting/7cg_document/fighting_corrupton_usa_eng.htm.

¹³ « Cambodia: 7th Consultative Group Meeting, Phnom Penh, December 6-7, 2004, Concluding Remarks by Co-Chair, Ian C. Porter », (7^e Réunion du groupe consultatif du Cambodge, Phnom Penh, 6-7 décembre 2004, conclusions du président adjoint de la réunion Ian C. Porter), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/denmark_specific_areas.htm. Ian C. Porter est le Directeur de pays pour le Cambodge à la Banque Mondiale.

¹⁴ « Main Statement of NGOs to the 2004 Consultative Group Meeting » (Déclaration principale des NGO à la Réunion du groupe consultatif du Cambodge de 2004), disponible (en anglais) à http://www.ngoforum.org.kh/Development/Docs/CG%202004/main_statment.htm.

¹⁵ Banque Mondiale, *Cambodia at Crossroads* (Le Cambodge à la croisée des chemins), 2004, p.3, p. 24, vue générale disponible (en anglais) à <http://siteresources.worldbank.org/INTCAMBODIA/Resources/Overview.pdf>.

¹⁶ « Main Statement of NGOs to the 2004 Consultative Group Meeting » (Déclaration principale des NGO à la Réunion du groupe consultatif du Cambodge de 2004), disponible (en anglais) à http://www.ngoforum.org.kh/Development/Docs/CG%202004/main_statment.htm.

¹⁷ Liam Cochrane, «Cambodia takes scolding, \$500 million from donors»(Le Cambodge se fait réprimander, 500 millions \$ reçus des donateurs), *Phnom Penh Post*, 17 décembre 2004.

¹⁸ « Consultative Group Meeting: Presentation by H.E. Sok An, 6 December 2004 » (Réunion du groupe consultatif, présentation de Son Excellence Sok An, 6 décembre 2004 », disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/7cg_meeting/7cg_document/speak_not_sokan_eng.htm.

¹⁹ Hun Sen, « Opening remarks at the Cambodian Consultative Group Meeting, Phnom Penh, 6 December 2004 » (Discours inaugural à la Réunion du groupe consultatif du Cambodge, Phnom Penh, 6 décembre 2004), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/7cg_meeting/7cg_document/opening_remark_hunsen_eng.htm.

²⁰ Liam Cochrane, «Cambodia takes scolding, \$500 million from donors»(Le Cambodge se fait réprimander, 500 millions \$ reçus des donateurs), *Phnom Penh Post*, 17 décembre 2004.

²¹ « 2004 CG Monitoring Indicators » (Indicateurs de surveillance du groupe consultatif 2004) disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/7cg_meeting/7cg_document/2004cg_monitoring.htm ; Annexe : « 2004 CG Monitoring Indicators: Annex », disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/7cg_meeting/7cg_document/2004cg_monitoring_annex.htm.

²² « Concrete Steps for Fighting Corruption » (Dispositions concrètes pour lutter contre la corruption), remarques au nom de la communauté des donateurs par l'Ambassadeur des États-Unis, Joseph A. Mussomeli, réunions du groupe consultatif, 2 mars 2006, disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/8cg_meeting/session3/delivered_usa_eng.htm.

²³ Réunion du groupe consultatif du Cambodge, 2-3 mars 2006, « Joint Donor Statement on Natural Resources Management, Land and Agriculture by the German Representative » (Déclaration commune des donateurs, par le représentant allemand, sur la gestion des ressources naturelles, les terres et l'agriculture), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/8cg_meeting/session3/joint_german_eng.htm.

²⁴ Ibid.

²⁵ Ibid.

²⁶ Lettre citée dans « Human rights groups reprove government's benefactors » (Les groupes de droits de l'homme critiquent les bienfaiteurs du gouvernement), *Phnom Penh Post*, 24 février 2006.

²⁷ Global Witness a écrit une lettre à Keat Chhon en octobre 2008 pour lui demander de faire des commentaires sur les questions principales abordées par ce rapport qui s'appliquent à lui. Au moment de la publication du rapport, Global Witness n'avait pas reçu de réponse. Pour des renseignements sur le contenu de la lettre à Keat Chhon, veuillez contacter Global Witness à mail@globalwitness.org.

²⁸ Charles McDermid et Vong Sokheng, « RGC counts \$601 million blessings » (Gouvernement royal du Cambodge très heureux des 601 millions \$), *The Phnom Penh Post*, 10 mars 2006.

²⁹ Hun Sen, « Opening address at the Cambodia Consultative Group Meeting, 2 mars 2006 » (Discours inaugural à la Réunion du groupe consultatif du Cambodge, 2 mars 2006), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/8cg_meeting/session1/opening_address_hunsen.htm.

³⁰ Articles à changer, 2006: « Joint Monitoring Indicators for 8th CG Meeting » (Indicateurs de surveillance communs pour la 8^e Réunion du Groupe consultatif), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/8cg_meeting/session3/yanara_jmis_final_eng.htm.

³¹ « Development Partners Consensus Statement On Governance For The Cambodian Development Cooperation Forum, June 19-20, 2007 » (Déclaration de consensus des partenaires de développement sur la gouvernance pour le Forum de coopération pour le développement du Cambodge, 19-20 juin 2007), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/first_cdcf/session1/consensus_statement.htm.

³² « 1st Cambodia Development Cooperation Forum 19-20 June 2007: Statement on Agriculture and Natural Resources Management Mr. Michael Brownell, Director, Southeast Asia Programme, CIDA », (1^{er} Forum de coopération pour le développement du Cambodge, 19-20 juin 2007 : Déclaration sur l'agriculture et la gestion des ressources naturelles par M. Michael Brownell, Directeur, Programme Asie du Sud-Est, CIDA), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/first_cdcf/session1/statement_cida.htm.

³³ Global Witness, *Cambodia's Family Trees: Illegal logging and the stripping of public assets* (Les arbres de famille du Cambodge : exploitations forestières illégales et le dépouillement des actifs publics), juin 2007.

³⁴ « First Cambodia Development Cooperation Forum, Phnom Penh, June 19-20, 2007: Opening Statement by Lead Development Partner Coordinator, Ian C. Porter, Country Director for Cambodia, World Bank » (1^{er} Forum de coopération pour le développement du Cambodge, 19-20 juin 2007 : Discours inaugural du Coordinateur principal de partenaires de développement, Ian C. Porter, Directeur de pays pour le Cambodge à la Banque Mondiale), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/first_cdcf/opening_session/statement_wb.htm.

³⁵ Cité dans Cat Barton et Vong Sokheng, « \$690 million: pledges, promises and faint praise » (601 millions \$: des promesses mais peu de résultats), *Phnom Penh Post*, 29 juin 2007.

³⁶ Cat Barton, « Government deeds to face CG » (Actions du gouvernement seront examinées par le Groupe consultatif), *Phnom Penh Post*, 15 juin 2007.

³⁷ Hun Sen, « Opening address at the First Cambodia Consultative Group Meeting, Phnom Penh, June 19, 2002 » (Discours inaugural à la 1^{ère} réunion du groupe consultatif du Cambodge, Phnom Penh, 19 juin 2002), disponible (en anglais) à http://www.cdc-crdb.gov.kh/cdc/first_cdcf/opening_session/open_hunsen_eng.htm.

³⁸ AFP, « Cambodia boosts aid request to 689 million dollars » (Le Cambodge demande une aide fulgurante de 689 millions de dollars), 20 juin 2007.

Notes en fin de texte pour le tableau 2

³⁹ Annexe 3 du *Cambodia Aid Effectiveness Report 2008* (Rapport d'efficacité de l'aide au Cambodge 2008) du CDC; tableau 3.3 « Disbursements & Projections By Development Partner 1992 ó 2010 » (Versements et projections par partenaire de développement 1992-2010), disponible (en anglais) à <http://clearspacecommunity.humanscale.dedicated.adaptavist.com> (visionnée le 03/04/09).

⁴⁰ « Land Reform » (Réforme foncière) dans « NGO Forum Statement to the 2002 Consultative Group Meeting on Cambodia » (Déclaration des NGO à la Réunion du groupe consultatif du Cambodge de 2002), disponible (en anglais) à http://www.ngoforum.org.kh/Development/Docs/ngo_2002 (visionnée le 03/04/09).

⁴¹ Samdech Hun Sen, « Opening address at the Cambodia Consultative Group Meeting, Phnom Penh, 20 June 2002 » (Discours inaugural à la Réunion du groupe consultatif du Cambodge, Phnom Penh, 20 juin 2002).

⁴² Commentaires par l'Ambassadeur d'Allemagne au Comité de coordination gouvernement-donateurs du 5 octobre 2006.

⁴³ « Land Grabbing » (Saisie des terres) dans « NGO Forum Statement to the 2004 Consultative Group Meeting on Cambodia » (Déclaration des NGO à la Réunion du groupe consultatif du Cambodge de 2004), page 16 (visionnée le 03/04/09).

⁴⁴ Commentaires de Hun Sen à une conférence sur les questions foncières nationales le 18 octobre 2004, rapportés dans une déclaration des ONG travaillant en étroite collaboration avec les peuples indigènes intitulée « Land Alienation From Indigenous Peoples In Cambodia » (Aliénation foncière des peuples indigènes du Cambodge), disponible (en anglais) à http://www.ngoforum.org.kh/land/docs/indi_advocacy.htm (visionnée le 03/04/09).

⁴⁵ Commentaires par l'Ambassadeur d'Allemagne au Comité de coordination gouvernement-donateurs le 12 février 2007.

⁴⁶ « NGO Statement on the Monitoring of Consultative Group Indicators » (Déclaration des NGO sur la surveillance des indicateurs du groupe consultatif), page 3 (visionnée le 02/04/09).

⁴⁷ Samdech Hun Sen, « Opening address at the Cambodia Consultative Group Meeting, Phnom Penh, 2 March 2006 » (Discours inaugural à la Réunion du groupe consultatif du Cambodge, Phnom Penh, 2 mars 2006).

⁴⁸ *Cambodia Aid Effectiveness Report 2008* (Rapport sur l'efficacité de l'aide au Cambodge 2008), novembre 2008, préparé par le Comité cambodgien de réhabilitation et de développement du Conseil pour le développement du Cambodge pour le 2^e Forum de coopération au développement du Cambodge (CDCF), 4-5 décembre 2008 (visionné le 21/04/09).

⁴⁹ Document de prise de position des ONG pour le CDCF de 2007, commentant le point de référence 4 du Groupe consultatif de 2006 (visionné le 31/03/09).

⁵⁰ Remarques de Son Excellence Im Chhun Lim, le Ministre émérite de la gestion foncière, de l'urbanisme et de la construction et président du Conseil pour les politiques foncières concernant les droits fonciers des peuples indigènes: « Policy and Achievements at the First Cambodia Development Cooperation Forum (CDCF) » (Politiques et réussites au 1^{er} Forum de coopération au développement du Cambodge), 19 juin 2007..

⁵¹ *Cambodia Aid Effectiveness Report 2008* (Rapport sur l'efficacité de l'aide au Cambodge 2008), novembre 2008, préparé par le Comité cambodgien de réhabilitation et de développement du Conseil pour le développement du Cambodge pour le 2^e Forum de coopération au développement du Cambodge (CDCF), 4-5 décembre 2008 (visionné le 21/04/09).